

# Les partis politiques en Europe (I)

## REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Les élections du 19 novembre 1972 ont accentué l'évolution du système politique allemand vers le parlementarisme majoritaire, et ainsi vers le tripartisme ; on assiste à la relative disparition des partis secondaires. Seuls restent en lice la CDU-CSU, le FDP et le SPD.

### I. - La démocratie chrétienne

La C.D.U. se réclame de la foi et de la pensée chrétienne. Elle se veut un « parti populaire moderne ». Sa pensée économique l'apparente aux autres partis conservateurs et libéraux d'Europe occidentale, attachés à la libre entreprise et à la défense du capitalisme.

Marquée par la forte personnalité du Chancelier Adenauer, la C.D.U. a efficacement contribué au relèvement politique et économique de l'Allemagne.

Quoiqu'elle ne soit plus hostile à la signature des traités avec l'Est, elle n'a donné son consentement au traité avec la Pologne qu'au dernier moment. Divisée sur la politique sociale (problèmes de la cogestion), concurrencée par le S.P.D. sur son propre programme économique, la C.D.U. est à la recherche d'un programme cohérent et complet. Après quelques tentatives infructueuses, elle a trouvé un leader : Helmut Kohl, Premier ministre du Land Rhénanie-Palatinat. Il mène le combat électoral sous le slogan « Liberté au lieu de socialisme ». Sur sa droite, elle est concurrencée par son alliée, la C.S.U. bavaroise, qui, dotée d'une direction vigoureuse (F.J. Strauss) est moins atteinte par les échecs électoraux.

### II. - Le parti socialiste

Le S.P.D. contrôle seul depuis novembre 1972 et pour la première fois un gouvernement majoritaire. Il poursuit une ascension constante, surtout depuis 1958, date à laquelle la doctrine de Bad

Godesberg l'a fait évoluer de parti marxiste en parti réformiste. Son succès actuel était dû également à la personnalité de W. Brandt et à sa politique d'ouverture à l'Est qu'aucun homme politique allemand avant lui n'avait osé proposer. La retraite de Brandt comme Chancelier, causée par une affaire d'espionnage, a moins nuï au S.P.D. que la récession économique à partir de 1974. Le S.P.D. combat aux côtés du Chancelier Helmut Schmidt et avec le F.D.P. pour maintenir son régime social-libéral. Tout en bénéficiant du soutien des jeunes attirés par le programme avancé (réforme fiscale) de l'aile gauche du parti et des « jusos » (jeunes socialistes), le S.P.D. tente de se poser en parti libéral et socialiste, du juste milieu. Parti ouvrier à l'origine, il diversifie sa clientèle et mord sur l'électorat catholique et rural de la C.D.U.

### III. - Le parti libéral

Le F.D.P., parti libéral, voit ses positions renforcées, autant par le fait qu'il a abandonné son rôle de parti charnière, s'alliant au plus offrant, que par la garantie qu'il représente aux yeux de l'électeur ; il joue en effet un rôle modérateur face à son allié socialiste en matière de réformes sociales. Le F.D.F. a redéfini son idéologie « le libéralisme social ». Tout en ayant opté pour une voie prudemment réformiste, il ne se pose plus en champion de la propriété privée, et ne rejette plus l'idée de cogestion. Ayant rompu avec sa clientèle nationale et conservatrice, il s'attache à gagner les voix des cadres, des dirigeants des petites et moyennes entreprises et des travailleurs indépendants, la bourgeoisie non confessionnelle et l'électorat ouvrier traditionnel.

### IV. - Les petits partis

Longtemps interdit, le parti communiste (D.K.P.) ne représente qu'une frange de l'électorat.

A l'extrême droite, le N.P.D. se meurt. Connaissant un déclin progressif depuis 1970, le départ de son président Adolf von Thadden l'a définitivement affaibli. Il s'oppose à la politique de détente et d'ouverture à l'Est.

## BELGIQUE

Le système politique belge s'est formé suivant des clivages sociaux et confessionnels. Cependant, l'incapacité des partis traditionnels issus du 19<sup>e</sup> siècle, à traduire les nouvelles revendications linguistiques et à résoudre le problème de la structure de l'Etat (fédéraliste ou unitaire), a provoqué l'apparition ou le développement de partis nationalistes formés suivant le clivage linguistique.

### I. - Les partis traditionnels :

1) Le P.S.C.-C.V.P. (**parti social-chrétien**), avec 100.000 adhérents, est le parti le plus important et a joué un rôle prépondérant dans la direction du pays en participant à presque toutes les coalitions gouvernementales. Il ne présente pas une véritable doctrine économique et politique d'ensemble, et a opté pour un réformisme modéré. Il lutte cependant pour des objectifs précis à court terme. Les deux ailes du parti agissent de plus en plus en partis autonomes. L'aile wallonne (P.S.C.), dominée par la bourgeoisie conservatrice, diffère assez sensiblement de l'aile flamande (C.V.P.), plus progressiste. Celle-ci, premier parti en Flandre, est soucieuse de traduire les préoccupations culturelles et régionales du Mouvement flamand.

2) Le P.S.B.-B.S.P. (**parti socialiste belge**), est sans doute le parti le moins touché par les difficultés linguistiques. En effet, les classes ouvrières des deux langues ont des intérêts communs. Il a des liaisons étroites avec l'ensemble du mouvement socialiste (syndicats, coopératives) qui lui apporte ressources et cohésion.

Pour sortir le pays de l'« impasse communautaire », le parti socialiste belge propose une régionalisation (« fédéralisation ») à trois : Flandre, Wallonie, Bruxelles. Cette formule accorderait une autonomie économique et politique réelle aux régions.

3) Le P.L.P.-P.V.V. (**parti pour la liberté et le progrès**) représente la tendance libérale classique, opposée aux nationalisations, favorable à l'accroissement des pouvoirs du gouvernement contre l'agitation syndicale. Ancien parti radical, il a abandonné tout anticléricalisme et étendu ainsi sa clientèle électorale, formée de fonctionnaires, petits entrepreneurs, etc. Trois tendances très autonomes représentant les intérêts des communautés flamande (P.V.V.), wallonne (P.L.P.) et bruxelloise (P.L.).

4) Le P.C. (**parti communiste**), implanté surtout en Wallonie, favorable au fédéralisme, a tenté de s'identifier au mouvement fédéraliste francophone, afin d'élargir son audience. Il n'a remporté que des succès limités.

A la faveur des élections communales (octobre 1976), on assiste en Wallonie à des regroupements politiques allant dans le sens d'un « rassemblement des progressistes » avec la participation de démocrates-chrétiens, de socialistes et de communistes.

### II. - Les partis linguistiques :

1) **La Volksunie** (Union populaire flamande) a connu un essor remarquable. D'abord parti

nationaliste flamand, visant à traduire le mouvement culturel et économique de promotion flamande, il s'est orienté vers une vision plus totale de la société. Développant un programme de radicalisme social, il est entré en concurrence avec le C.V.P.

2) **Le Rassemblement Wallon (R.W.)** fait partie du gouvernement depuis 1975. Préoccupé de la réforme régionale de l'Etat, il est partagé entre la recherche d'un fédéralisme avoué, soucieux des intérêts de la Wallonie, et la promotion d'une réforme moins radicale qui serait acceptée par la population francophone de Bruxelles et, en particulier, par le F.D.F., partenaire politique du R.W.

3) **Le F.D.F. (Front des francophones)** a été créé par des personnalités bruxelloises devant l'impuissance des partis traditionnels à résister à la pression des Flamands. Répondant aux aspirations des Bruxellois, il a remporté des succès électoraux lors des scrutins nationaux et communaux.

## DANEMARK

### Le Parti Social-Démocrate (Socialdemokratiet)

Fondé en 1871 et depuis 1884 toujours représenté au Parlement (Folketing). Depuis 1924 le plus grand parti du pays.

Marxiste à l'origine, il s'oriente très vite vers le réformisme sous l'influence du mouvement syndical (mouvement coopératif professionnel). Le parti préconise un socialisme démocratique, dont le but est : libérer l'individu, assurer son bien-être social et lui permettre de se développer librement tout en demeurant responsable envers la communauté à laquelle il appartient. Le progrès économique et le plein emploi doivent être garantis dans l'intérêt général ; les intérêts de l'individu doivent passer avant ceux du profit privé. Les tâches sociales communes doivent être planifiées et la propriété privée conservée, compte tenu du bien commun ; la propriété privée comme publique doivent pouvoir exister côte à côte. L'individu doit avoir le droit et le devoir d'exercer son influence sur la gestion des entreprises et de la société, ainsi que de participer aux responsabilités qui s'y rattachent.

La politique sociale du parti social-démocrate, ses nombreuses participations au gouvernement, ont eu pour résultat que le système social danois est très homogène et fort avancé. Les dernières années pourtant une vive réaction contre le programme social du parti s'est manifestée et ceci à cause des charges fiscales élevées qui doivent permettre de réaliser ce programme social. A cela s'ajoute ces deux dernières années, l'augmentation du chômage structurel et une inflation grandissante, quoi qu'en ce moment une légère tendance de redressement économique se manifeste.

Le parti recrute ses adhérents parmi les salariés syndiqués, les fonctionnaires, les commerçants, les petits cultivateurs et les intellectuels.

### **Le Parti Libéral (Venstre)**

Fondé en 1870, ce parti est issu des « Amis des Paysans » (Bondevennerne) qui était déjà représenté dans le premier parlement (1849).

Parti libéral moderne qui a abandonné le libéralisme orthodoxe, il se base sur une politique économique libérale en laissant la plus grande possibilité à la libre concurrence dans la production et le monde des affaires. La propriété privée est un élément nécessaire, mais les cadres et la base de la concurrence doivent être définis par l'Etat.

A revenu égal, impôt égal : l'imposition doit se faire en fonction des ressources. L'Etat doit lutter contre la fraude fiscale. Son intervention dans la gestion des entreprises privées est rejetée. L'administration doit rationaliser pour économiser du personnel. Le P.L. préconise la participation des travailleurs à l'élaboration des décisions dans les entreprises.

Sur le plan social le parti vise au bien-être de l'individu et à celui de la société. Il ne faut pas continuer à développer les grands centres urbains, mais il faut davantage développer les agglomérations de moindre importance.

A l'origine le parti libéral recrutait ses adhérents surtout parmi les cultivateurs, les fonctionnaires, les employés et les commerçants indépendants des régions rurales. L'exode rural des années 50-60 a permis au parti de trouver aussi des voix parmi les classes moyennes des villes.

### **Les radicaux (Det Radikale Venstre)**

Formé en 1905 par une aile radicale des Libéraux opposée à l'augmentation des dépenses militaires, ce parti est toujours anti-militariste et au début très opposé à l'entrée du Danemark à l'Otan. Il œuvre pour que le Danemark emploie toutes ses forces pour arriver à un désarmement international contrôlé. Le parti voit l'Etat collaborer avec le commerce et l'industrie pour promouvoir l'initiative privée ; selon lui les démarcations artificielles entre les corps de métier doivent disparaître, la participation aux bénéfices doit être développée et l'accès à une activité indépendante doit être facilité à chaque citoyen. Il faut empêcher des conflits de travail dans les secteurs vitaux de la société. Selon lui le gouvernement et le parlement doivent coopérer avec les organisations professionnelles et économiques au maintien du niveau de l'emploi.

L'impôt doit être à la fois direct et indirect en tenant compte du principe de l'impôt proportionnel aux ressources. La valeur de la terre doit être imposée par les communes.

Les adhérents de ce parti se trouvent parmi les petits cultivateurs, les commerçants, les fonctionnaires, les employés et les intellectuels. Ce sont les radicaux qui souvent soutiennent le gouvernement social-démocrate dans sa politique sociale.

### **Le Parti Communiste Danois (Kommunistiske Parti)**

Il fut fondé en 1919 et recrute surtout ses adhérents parmi les jeunes dans les grands centres urbains. Le parti communiste danois est de tendance soviétique.

### **Le Parti Populaire Socialiste (Socialistiske Folkeparti)**

Le Parti populaire socialiste, formé aux élections de 1960 d'une scission dans le Parti communiste danois, tend à susciter au Danemark un mouvement populaire capable de faire du Danemark un pays socialiste en mettant l'accent sur la démocratie industrielle dans les affaires économiques. Un véritable système de pluralisme de partis devra être maintenu ainsi que le droit à l'opposition. Le parti est contre l'armement et agit pour une détente entre les blocs et veut que le Danemark se retire de l'Otan.

Il est partisan d'une politique de planification économique et veut la nationalisation de la Banque Nationale et d'un certain nombre d'entreprises à monopole. Les impôts doivent être progressifs, la sécurité sociale encore développée et l'enseignement supérieur rendu indépendant des moyens financiers des parents.

Le parti recrute surtout parmi les ouvriers, les intellectuels et les jeunes universitaires.

### **Le Parti Socialiste de Gauche (Venstresocialisterne)**

Ce parti fut fondé en 1967 par 6 membres du Folketing qui se retirèrent du parti socialiste populaire après avoir voté contre un projet de loi qui permettait d'intervenir dans les accords du travail, et qui avait eu l'appui du parti social-démocrate, et du reste du parti populaire socialiste.

Le but des socialistes de gauche est un Danemark socialiste qui doit sortir de l'Otan et participer à la coopération nordique pour dissoudre les blocs militaires. Le parti préconise une coopération nordique sans affiliation à la C.E.E. et un commerce accru avec les pays de l'Est. Les banques devront être soumises au contrôle de l'Etat et coopérer à une politique de planification économique, comportant le règlement des conditions de travail et des conditions sociales. La construction des logements doit être supportée par l'Etat et l'éducation démocratisée.

Le parti recrute dans quelques milieux ouvriers ainsi que parmi les jeunes universitaires.

### **Le Parti Populaire Conservateur (Det Konservative Folkeparti)**

Issu de l'ancienne « Droite » (Højre) qui avait été représentée au parlement depuis 1849, il rompit en 1916 avec la politique réactionnaire de ce parti en promulguant un programme de réforme.

Le parti milite en faveur d'un progrès démocratique sans sacrifier la liberté de l'individu et basé sur un humanisme chrétien. Il est opposé à la fois à un libéralisme démodé et à un socialisme orthodoxe.

Une politique des revenus dirigée par l'Etat doit comprendre tous les secteurs de la population. Les dépenses de l'Etat doivent être en fonction de la productivité. Les impôts doivent être transférés du revenu à la consommation et

l'épargne privée encouragée. La sécurité sociale doit être assurée aux particuliers dans le besoin.

Le parti recrute surtout dans la classe moyenne des fonctionnaires et des commerçants, parmi les grands et moyens propriétaires fonciers, ainsi que chez les intellectuels.

### **Le Parti du Progrès (Frømskridtsparti)**

Parti qui apparaît pour la première fois sur la scène électorale aux élections de décembre 1973 et qui remporte alors 28 sièges au Parlement. Fondé par l'avocat Mogens Glistrup, le parti lutte surtout contre les lourds impôts que le gouvernement danois inflige à la population. Il est très difficile de parler d'un programme de ce parti. Pour diminuer les dépenses publiques financées par les impôts, le parti veut réduire les avantages sociaux, abolir l'enseignement gratuit, diminuer les dépenses pour le secteur culturel, et même abolir l'armée. Selon Monsieur Glistrup il suffit d'avoir une ligne téléphonique avec Moscou pour répondre aux Russes qu'ils peuvent entrer si jamais ils désirent envahir le Danemark.

Néanmoins, avec sa promesse d'abolition des impôts le parti du progrès est arrivé aux dernières élections de janvier 1975 à remporter encore 24 sièges au Parlement ce qui veut dire qu'il est le troisième parti du pays après le parti social-démocrate avec 51 sièges et le parti libéral avec 42 sièges.

Le parti du progrès recrute ses adhérents et ses électeurs surtout dans la classe moyenne, commerçants et fonctionnaires, mais également parmi certaines groupes de travailleurs spécialisés.

### **Le Parti Populaire Chrétien (Kristeligt Folkeparti)**

Egalement un nouveau parti qui s'est formé lors des élections de décembre 1973. Ce parti dont le président est un catholique, agit surtout sur le plan éthique et lutte, par exemple, pour faire abolir la loi sur l'avortement libre et sur l'éducation sexuelle et affective dans les écoles.

## **FRANCE**

Au cours des années 1973-1974, la vie politique française s'est orientée vers une bipolarisation croissante. Celle-ci résulte en large partie de l'élection du Président de la République au suffrage universel et de la nécessité de constituer au Parlement une majorité de suffrages pour soutenir l'action du président. Ainsi, l'élection de M.V. Giscard d'Estaing à la présidence de la République en mai 1974 a consacré la disparition du centre au profit d'un élargissement de la majorité présidentielle qui groupe désormais l'UDR, les Républicains Indépendants et les diverses tendances centristes, alors que s'affirme l'unité d'action des partis de gauche autour du Programme commun de gouvernement : Parti Socialiste, Parti Communiste et Radicaux de

Gauche. Seul, le PSU (Parti Socialiste Unifié) de tendance révolutionnaire, et proche des mouvements gauchistes, se situe dans l'opposition sans adhérer au Programme commun. A l'extrême droite, quelques éléments isolés ont une signification politique dérisoire.

### **I. - La majorité présidentielle**

1) **L'UDR (Union des Démocrates pour la République)** : sa doctrine est étroitement liée au rôle historique joué par la Général de Gaulle et au maintien de son héritage politique. Son but est de regrouper les Français pour soutenir les institutions de la Vème République. L'UDR qui réunit les suffrages des conservateurs et des libéraux, a même attiré les suffrages du Centre, voire de la gauche. Attachée à la libre entreprise et à l'organisation d'un capitalisme tempéré, elle joue encore un rôle déterminant dans l'équilibre de la majorité présidentielle.

2) **Les Républicains Indépendants** ont connu un accroissement de leur rôle depuis l'accession de leur leader à la Présidence de la République. Ce parti attire un certain nombre de jeunes par son aspect dynamique, et il est lié à de nombreux clubs. Il défend un capitalisme moderne plus libéral, c'est-à-dire moins favorable aux interventions des pouvoirs publics. Il a adopté une attitude plus européenne que l'UDR, se rapprochant par là des centristes.

3) Les diverses tendances centristes qui appartiennent maintenant à la majorité, se sont regroupées dans l'espoir de contrebalancer avec les R.I. l'influence de l'UDR.

### **II. - L'Union de la Gauche**

1) **Le Parti Socialiste** s'est engagé depuis 1971 dans la voie d'une rénovation profonde (sous l'influence de la Convention des institutions républicaines de M.F. Mitterand). L'Idéal d'une société socialiste démocratique a retrouvé une vigueur nouvelle, tandis que le parti socialiste s'engage dans une stratégie d'union de la gauche où le parti socialiste joue depuis les dernières élections un rôle central. Bien que parfois critique à l'égard du Marché Commun, le P.S. s'est déclaré résolument favorable à la construction européenne.

2) **Le Parti Communiste** connaît une évolution certaine ; il admet le passage à une société révolutionnaire sans violence, ne rejette plus catégoriquement le pluralisme des partis et prend une certaine indépendance face à l'URSS.

3) **Les Radicaux de Gauche** constituent la tendance la plus modérée de l'Union de la Gauche. Ils ont signé le Programme commun de gouvernement, mais n'acquiescent pas aux options marxistes des deux autres partenaires de l'Union.

## IRLANDE

Certains aspects de la vie politique irlandaise sont fortement influencés par l'exemple britannique. C'est le cas du « gouvernement de cabinet » qui a été préféré à la formule du « gouvernement présidentiel » comme aux Etats-Unis. Les circonstances de l'indépendance irlandaise ont encouragé le bipartisme mais l'usage intelligent du système de représentation proportionnelle a évité toute polarisation excessive et a permis de représenter toutes les nuances de l'opinion publique.

Le clivage entre les deux principaux partis s'est fait au moment de l'indépendance ; le **Fine Gael** étant partisan du Traité contrairement au **Fianna Fáil** plus séparatiste de Eamon de Valera. Cette différence qui s'appuyait partiellement sur des raisons idéologiques, d'une part, et sur des considérations tactiques, d'autre part, a conduit le **Fianna Fáil** à s'appuyer principalement sur les petits paysans et les ouvriers, tandis que le **Fine Gael** recevait le soutien des classes moyennes, des grands fermiers et des milieux d'affaires plus conservateurs. Cependant, à l'usage, ce sont devenus des partis pragmatiques du centre, prenant appui dans l'ensemble de la population, quoique le **Fianna Fáil** garde toujours une coloration plus républicaine. Organisés à l'échelle nationale, ils disposent de structures solides à quatre niveaux : local, district, comté et national. La force de chaque parti résulte des appuis locaux et d'un large recrutement qui assure leur financement. La vie politique est très personnalisée, ce qui donne aux leaders un poids important tant au niveau local que national.

La bipolarisation du système des partis est tempérée par l'existence de partis plus petits dont le plus important est le **Parti travailliste (Labour Party)**. Pendant les premières années de la République, ce parti était très important mais n'ayant pas réussi à obtenir l'appui permanent des travailleurs, il a dû céder sa place parmi les grands partis. Il a des liens étroits avec les syndicats et présente une organisation plus fortement structurée que les deux grands partis. Son électorat comprend une forte proportion d'ouvriers, d'employés et d'artisans, tant à la campagne que dans les régions industrialisées. Il a évolué vers un réformisme prudent et, selon ses partisans, il ne représente pas une alternative socialiste radicalement différente. Cela ressort, d'ailleurs, de son désir de faire partie de gouvernements de coalition avec les plus grands partis.

Les circonstances historiques ont empêché la création et le développement d'autres partis, quoique la représentation proportionnelle favorise d'habitude les plus petits. Les partis d'extrême-gauche n'ont pas acquis un appui populaire suffisant — dans un pays où le catholicisme est puissant et conservateur — pour être représentés au parlement. Les difficultés actuelles en liaison avec l'Irlande du Nord mettent à jour la persistance de mouvements radicaux extra-parlementaires tant nationalistes-républicains que marxistes.

## ITALIE

Les partis politiques italiens sont nombreux, cependant deux forces dominantes se dégagent : la Démocratie chrétienne, et le Parti communiste.

I. - **La Démocratie chrétienne** est née de la chute du fascisme par la publication du « Manifeste de Milan » (25 juillet 1943). Elle n'a jamais quitté le pouvoir depuis le premier gouvernement Alcide de Gasperi, du 10 décembre 1945. Parti de majorité relative (48,5 % aux premières élections politiques de 1948 ; 38,7 % aux élections de juin 1976), elle a été au centre de toutes les coalitions gouvernementales.

Elle est très puissante et liée à l'Eglise catholique. Elle s'appuie sur deux organisations paysannes : l'une réunissant les propriétaires (Confédération Nationale des Agriculteurs), l'autre des petits et moyens exploitants (Confédération Nationale des Cultivateurs Directs), sur les syndicats ouvriers chrétiens ainsi que sur une large partie du patronat, de la bureaucratie et de la hiérarchie de l'Eglise.

Le pragmatisme est son principe dominant, tant pour la détermination de son programme que pour le choix de ses candidats ou de ses alliés. Il en est de même de ses relations avec l'Eglise. « Parti de catholiques et non des catholiques », elle est non confessionnelle, et aucun lien formel ne la rattache au Vatican. Elle est traversée par huit tendances, qui vont du Centre droit avec les « Dorotei », qui forment le groupe majoritaire du parti, à la gauche avec les groupes « Base » et « Forze nuove ».

### II. - Le parti communiste :

La seconde force politique est représentée par le parti communiste qui est le plus important du monde occidental, avec un million cinq cent mille adhérents. Sa force électorale est augmentée sans cesse (juin 1946 : 19 % ; juin 1976 : 34,4 %), notamment dans les classes moyennes (petite bourgeoisie, artisans, commerçants, intellectuels), parmi les jeunes et les catholiques « post-conciliaires ».

Comme la Démocratie chrétienne et les socialistes, le P.C.I. s'appuie sur son syndicat. Il apparaît aux yeux du monde occidental comme le parti communiste le plus ouvert et le plus indépendant des Soviétiques. Fortement marqué par Gramsci, puis par Togliatti, il poursuit sa recherche idéologique d'une voie d'accès démocratique à l'établissement du socialisme. Il est partisan de l'intégration européenne.

### III. - Les socialistes :

Les socialistes pourraient représenter une force importante, mais ils sont divisés en trois tendances, ce qui altère leur dynamisme : le Parti Social Démocrate (P.S.D.I.), hostile à toute alliance avec les communistes (meilleur succès électoral en 1963 : 6,1 % ; 3,4 % en 1976), et le Parti Socialiste (P.S.I.) qui, après quinze ans d'« unité d'action » avec le P.C.I. et douze de coopération avec la D.C. dans les coalitions de « centre-gauche », connaît maintenant un retour

vers l'entente avec les communistes. Son meilleur résultat électoral, en 1958 : 14,2 % ; Juin 1976 : 9,6 %.

Il faut mentionner le Parti Socialiste Italien d'unité prolétarienne, proche du parti communiste et souvent son allié pour les élections.

#### IV. - Les autres partis, moins importants :

Le Centre est représenté faiblement, par les **républicains modérés de gauche** à volonté moderniste et technocratique (3,1 % en 1976), et les **libéraux** qui représentent la droite classique (1,3 %).

L'extrême-droite rassemble, depuis 1970, les monarchistes du P.D.I.U.M. (Parti démocratique italien d'unité monarchistes) et le M.S.I. (Mouvement social Italien) d'inspiration néo-fasciste. Cette formation, sous le sigle D.N. (**Droite nationale**), a remporté 9,2 % des votes en 1972, mais seulement 6,1 % en 1976.

A l'extrême-gauche, le « Parti d'unité prolétarienne pour le communisme », « Avant-garde ouvrière » et « Lutte continue » ont réalisé en 1976 une alliance électorale (« **Démocratie prolétarienne** »), qui a obtenu 1,5 % des votes, consacrant ainsi l'entrée au Parlement de forces jadis « extra-parlementaires ».

Le « **Parti radical** », formation très petite mais très efficace (succès du referendum pour le divorce, en 1974), s'est présenté pour la première fois aux élections politiques en Juin 1976, et a gagné 1,1 %.

## LUXEMBOURG

La vie politique du Grand-Duché est dominée par trois formations : le parti chrétien-social (P.C.S.), le parti ouvrier socialiste luxembourgeois (P.O.S.L.) et le parti démocratique libéral (D.P.).

Depuis les dernières élections en 1973, il existe un gouvernement de coalition socialiste-libérale et à la chambre la répartition politique est la suivante :

<b>I Gouvernement socialiste-libéral</b>	
a) parti ouvrier socialiste luxembourgeois (P.O.S.L.)	17 sièges
b) parti démocratique libéral (D.P.)	14 sièges
	—
	31
<b>II L'opposition</b>	
a) parti chrétien-social (P.C.S.)	18 sièges
b) parti social-démocrate (P.S.D.)	5 sièges
c) parti communiste luxembourgeois (P.C.L.)	5 sièges
	—
	28

Les trois principales formations (P.C.S., P.O.S.L., D.P.) sont implantées sur tout le territoire.

Le parti social-démocrate (P.S.D.) est dû à une scission du parti ouvrier socialiste (P.O.S.L.) et représente une tendance socialiste moins orientée vers la gauche que le parti ouvrier socialiste.

Le parti communiste luxembourgeois (P.C.L.) recueille ses suffrages dans le milieu ouvrier du bassin minier (sidérurgie et mines) et dans les faubourgs de la ville de Luxembourg.

## PAYS-BAS

La vie politique des Pays-Bas est caractérisée par la multiplicité des partis qui est due à l'application d'une représentation proportionnelle intégrale. Cependant, la répartition des partis se fait suivant deux clivages principaux, l'un confessionnel, l'autre social.

### I. - Les partis confessionnels

#### 1°) Le K.V.P. (Parti populaire catholique)

A l'origine, parti d'une minorité, très localisé, le K.V.P. a étendu son audience et est devenu le deuxième parti des Pays-Bas. Fondé sur des principes chrétiens, il regroupe surtout des catholiques, mais reçoit aussi les voix de non catholiques. En effet, il est un parti du centre ayant modéré son caractère conservateur initial. Il compte actuellement moins de 100.000 adhérents.

#### 2°) Les partis protestants : l'A.R.P. et le C.H.U.

Il n'existe pas de différence profonde entre ces deux partis, qui travaillent d'ailleurs souvent ensemble au niveau local. Le C.H.U. avec 45.000 adhérents est moins bien organisé que l'A.R.P. dont les 93.000 membres ont une action militante plus intense.

3°) **Les partis confessionnels** subissent un déclin, surtout dans les villes, consécutif au recul de la pratique religieuse. D'autre part, ces partis connaissent en leur sein des tendances plus radicales. Elles ont parfois abouti à des scissions, telles celle du S.G.P. et du G.V.P., partis calvinistes ultra-orthodoxes, hostiles à la libéralisation des mœurs, ou celle, à l'inverse du P.P.R. formé des catholiques de gauche du K.V.P. qui est hostile à l'OTAN et souhaite une réduction des dépenses consacrées à la défense.

Depuis la fin des années soixante, les trois partis confessionnels (K.V.P., A.R.P. et C.H.U.) sont à la recherche d'une fusion possible : **l'Appel chrétien-démocrate**. Une décision définitive sera sans doute prise en septembre 1976. Une des difficultés provient du fait que le K.V.P. et l'A.R.P. font actuellement partie du gouvernement, tandis que le C.H.U. est dans l'opposition.

### II. - Les partis issus du clivage social

#### A) La Droite

#### 1°) Le parti pour la liberté et la démocratie (V.V.D.)

Anticlérical à l'origine, le parti libéral a modéré cette tendance ; il se contente, à l'instar des socialistes, de refuser le clivage confessionnel. Il s'appuie sur les classes moyennes et les professions libérales et représente la tendance favorable à la libre entreprise et à l'initiative individuelle. L'influence de son aile gauche est peu importante. Il reçoit l'appui financier des milieux d'affaires et de l'industrie et regroupe plus de 80.000 adhérents. Le V.V.D. est dans l'opposition depuis 1972.

#### B) La Gauche

2°) Le PvdA ou **parti travailliste**, se veut parti populaire et non parti de classe. Il a abandonné

tout anticléricalisme et tente de mordre sur l'électorat confessionnalisé. Il est actuellement le plus grand parti des Pays-Bas et fait partie du gouvernement. Il compte 130.000 adhérents, recrutés principalement parmi les travailleurs qualifiés de l'industrie, les employés et les fonctionnaires et dispose du soutien financier du syndicat socialiste N.V.V. La « nouvelle gauche » du parti souhaite une approche plus radicale de la politique économique, un accroissement de l'aide au développement et de l'indépendance face aux Etats-Unis ; en outre, elle combat les positions du parti favorable à l'OTAN.

3°) Une fraction de cette aile gauche s'est scindée en 1957 et a formé le **Parti socialiste pacifiste** qui préconise le retrait de l'OTAN et le désarmement unilatéral. Le P.S.P. reçoit l'appui des voix d'une partie de la jeunesse.

4°) Les dissidents de droite du PvdA se sont regroupés dans le **parti D 70** qui tend à maintenir la fidélité des Pays-Bas à l'OTAN.

5°) Un groupe de journalistes, universitaires et fonctionnaires a fondé le parti « **Democraten '66** » dont le but est de rénover le style de la vie politique. Il préconise le remplacement de la représentation proportionnelle par le scrutin majoritaire afin de permettre une restructuration du système des partis. De plus, il revendique l'élection directe du Premier Ministre et l'interdiction de tout changement dans la composition du cabinet sans que les électeurs soient consultés. Il ne regroupe que 4.000 adhérents, mais bénéficie du soutien des jeunes.

6°) Le P.P.R. (**Parti politique de radicaux**), composé à l'origine de dissidents du K.V.P., a obtenu un grand nombre de voix aux élections de 1972. Il accorde beaucoup d'importance à l'établissement d'un environnement équilibré pour tous : la croissance économique ne doit pas se faire au détriment de l'équilibre économique. C'est pourquoi il s'oppose à la construction de centrales nucléaires. Aux yeux du P.P.R., les intérêts du Tiers monde occupent une place importante. Son électorat est relativement jeune.

7°) Le **Parti communiste** (C.P.N.) est fortement implanté dans les zones industrielles et portuaires, mais ne compte que 10.000 militants. Il a entrepris une rénovation et affirmé son indépendance doctrinale par rapport au parti communiste d'Union Soviétique. Comme le P.S.P., il est hostile au maintien des Pays-Bas dans le cadre de l'OTAN. En 1972, il a obtenu 4,5 % des voix.

## LE ROYAUME-UNI

Le système politique britannique repose sur le bipartisme. Bien que diverses, les forces politiques du pays se regroupent au sein de deux grands partis : le parti conservateur et le parti travailliste.

Cependant, une troisième force survit : le parti libéral.

### Le parti conservateur

L'idéologie du parti conservateur est fondée sur deux idées principales : la liberté individuelle

et le « développement organique » (« organic change ») de la société qui doit s'accomplir naturellement, sans à-coups. Le pragmatisme est porté ainsi au niveau de l'idéologie. Le but de la réflexion politique du parti est donc de suivre l'évolution de la société et de proposer des aménagements progressifs. Ses conceptions dans le domaine social ont conduit le parti conservateur à ajouter des éléments importants à la politique sociale du pays (« Welfare State »).

Le parti rassemble des tendances très différentes qu'il favorise tour à tour, en fonction des desiderata de l'électorat. Les mutations se font sans crise, et d'autant plus rapidement que le parti n'est pas lié de façon irréversible à l'une de ces tendances. Ainsi, en ce moment, la situation financière du pays, le développement de l'unification européenne et la collaboration avec les syndicats sont les éléments dominants de sa stratégie.

### Le parti travailliste

Les travaillistes (« Labour Party ») croient que l'homme a le devoir d'intervenir pour transformer la nature de la société dans laquelle il vit.

Depuis 1918, les statuts du parti travailliste l'incitent à favoriser « la propriété commune des moyens de production, de distribution et d'échanges ». Ceci ne s'applique cependant pas aux petites entreprises et la nationalisation ne peut être introduite qu'après avoir été appuyée par l'électorat. Les travaillistes veulent que les droits démocratiques et parlementaires soient toujours pleinement respectés.

Le parti travailliste a une structure largement démocratique et il a établi des liens opérationnels avec les syndicats, tant à la base qu'au niveau national. Il souhaite représenter tous ceux qui travaillent « des mains ou de la tête ».

Il désire mettre fin à l'intolérance nationaliste et raciale et encourage toute coopération internationale dans la lutte pour l'abolition de la pauvreté où qu'elle soit.

### Le parti libéral

Le parti libéral a été le premier parti britannique à promouvoir l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes. Les libéraux pensent qu'il est indispensable d'accroître la cohésion politique de la Communauté et c'est pourquoi ils souhaitent depuis longtemps que les membres du Parlement européen soient élus, le plus rapidement possible, au suffrage universel et proportionnel direct.

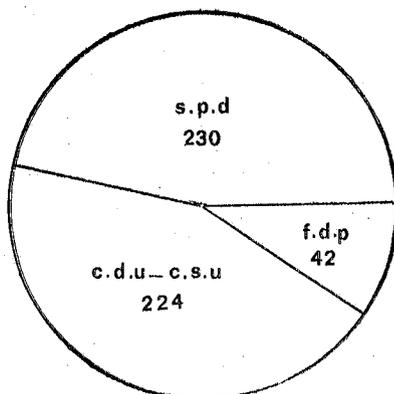
Depuis de longues années, le parti libéral a soutenu l'idée de cogestion dans l'industrie et a attaqué la « politique de classes » menée par les partis conservateur et travailliste. Il défend l'idée d'un système économique libéral et dynamique qui permettrait de subvenir aux charges d'un système social avancé tel que notre société moderne le requiert. Le parti libéral est également favorable à une constitution fédérale pour le Royaume-Uni et au renforcement du parlement face au pouvoir exercé par le gouvernement et la bureaucratie.

## REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Composition de la Diète (Bundestag) \*

PARTIS	SIEGES
Parti social-démocrate (S.P.D.)	230
Parti chrétien-démocrate et parti chrétien-social (C.D.U. - C.S.U.)	224
Parti libéral (F.D.P.)	42

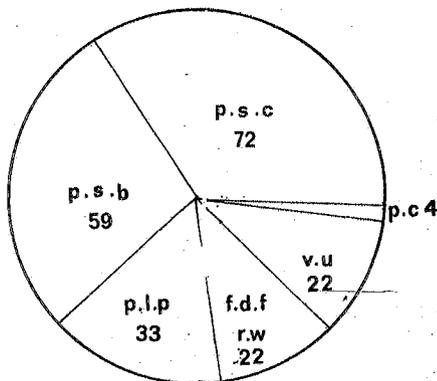
\* Elections en octobre 1976



## BELGIQUE

Composition de la Chambre des Représentants

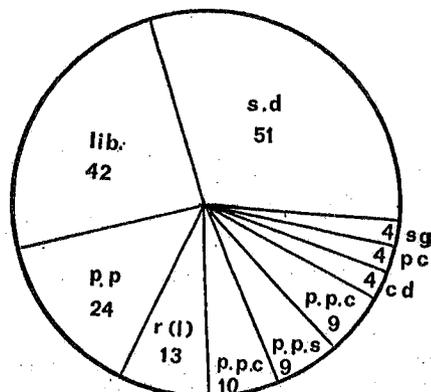
PARTIS	SIEGES
P.S.C. (Parti social chrétien)	72
P.S.B. (Parti socialiste belge)	59
P.L.P. (Parti de la Liberté et du Progrès)	33
F.D.F. (Front démocratique des Francophones) + Rassemblement Wallon (R.W.)	22
Volksunie (Nationalistes Flamands) (V.U.)	22
P.C. (Parti communiste)	4



## DANEMARK

Composition du Folketing (Assemblée du peuple)

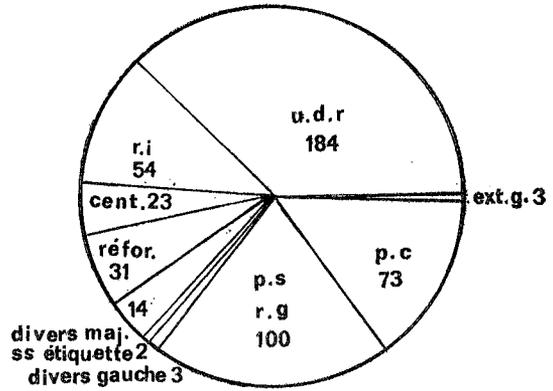
PARTIS	SIEGES
Parti social-démocrate	51
Parti libéral (Venstre)	42
Parti du Progrès	24
Parti radical-libéral (Radikale Venstre)	13
Parti populaire conservateur	10
Parti populaire chrétien	9
Parti populaire socialiste	9
Centre démocratique	4
Parti socialiste de gauche	4
Parti communiste	4



## FRANCE

### Composition de l'Assemblée Nationale

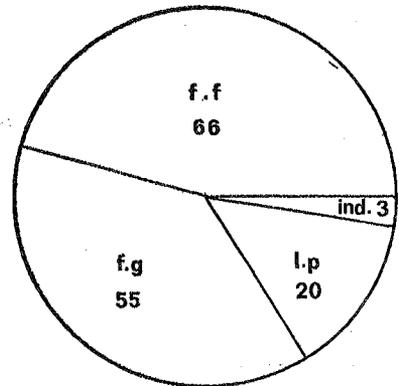
PARTIS	SIEGES
U.D.R. (Union des Démocrates pour la République)	184
R.I. (Républicains Indépendants)	54
Centristes	23
Réformateurs	31
Divers majorité	14
Sans étiquette	2
Divers gauche	3
Parti socialiste et Radicaux de gauche	100
Parti communiste	73
Extrême gauche	3



## IRLANDE

### Composition du Dáil Eireann (Chambre Basse)

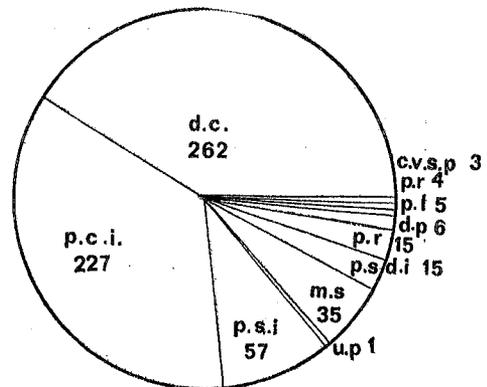
PARTIS	SIEGES
Fianna Fáil (Conservateurs nationalistes)	66
Fine Gael (Conservateurs modérés)	55
Labour (Parti travailliste)	20
Independents	3



## ITALIE

### Composition de la Chambre des Députés (Camera dei Deputati)

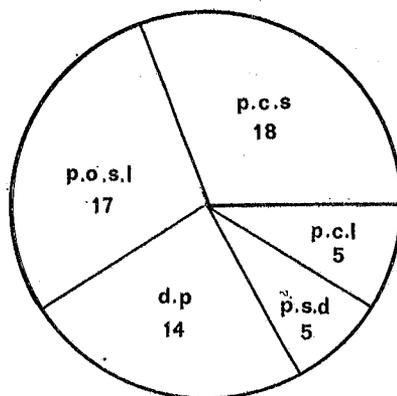
PARTIS	SIEGES
Démocratie chrétienne	262
Parti communiste italien	227
Parti socialiste italien	57
Mouvement social italien / Droite nationale	35
Unité prolétaire	1
Parti social démocrate italien	15
Parti républicain	15
Démocratie prolétarienne	6
Parti libéral	5
Parti radical	4
C.V.S.P. (Parti populaire sud-tyrolien)	3



## LUXEMBOURG

### Composition de la Chambre des Députés

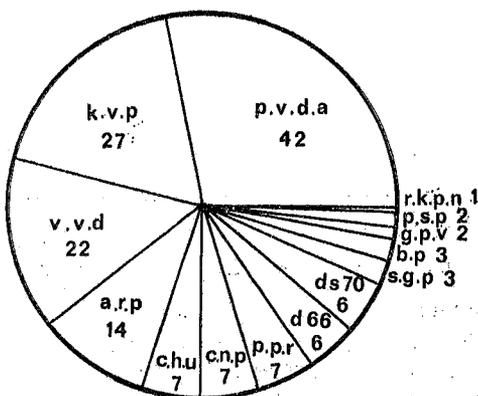
PARTIS	SIEGES
P.C.S. (Parti chrétien-social)	18
P.O.S.L. (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)	17
D.P. (Parti démocratique libéral)	14
P.S.D. (Parti social-démocrate)	5
P.C.L. (Parti communiste luxembourgeois)	5



## PAYS-BAS

### Composition de la Deuxième Chambre (Tweede Kamer)

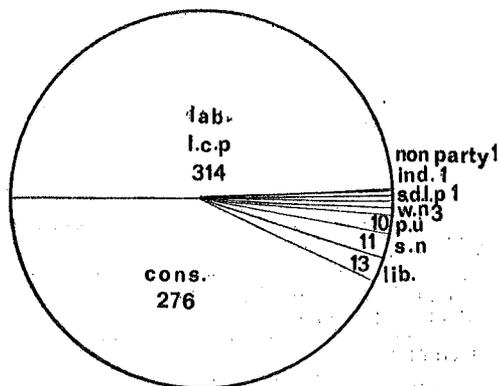
PARTIS	SIEGES
Parti du Travail (P.V.D.A.)	42
Parti catholique populaire (K.V.P.)	27
Parti de la liberté et de la démocratie (libéral) (V.V.D.)	22
Parti anti-révolutionnaire (A.R.P.)	14
Union chrétienne historique (C.H.U.)	7
Parti communiste (C.P.N.)	7
Parti radical (P.P.R.)	7
D 66 (démocrates)	6
DS 70 (démocrates socialistes)	6
Parti réformé national (S.G.P.)	3
Parti des paysans (B.P.)	3
Ligue des réformés (G.P.V.)	2
Parti socialiste pacifiste (P.S.P.)	2
Parti catholique-romain (R.K.P.N.)	1



## ROYAUME-UNI

### Composition de la Chambre des Communes (House of Commons)

PARTIS	SIEGES
Parti travailliste (Labour Party) et Labour and Corporative Party	314
Parti conservateur (Conservative Party)	276
Parti libéral (Liberal Party)	13
Parti unioniste *	10
Social Democratic and Labour Party *	1
Independent *	1
Scottish Nationalists	11
Welsh Nationalists	3
Non inscrit	1



Le texte de cette fiche est basé sur l'article de MM. J.F. CHAUVEAU et P. DUTAC, « Les partis politiques en Europe occidentale », paru dans le n° 5 de DOCUMENTS POUR L'ENSEIGNEMENT (février 1973).

Des éclaircissements utiles et des modifications indispensables y ont été apportés par M. A. DECKER (Luxembourg), Mlle M.E. DUCE (Londres), M. M.F.J. GOVAERS (Bruxelles), Mlle G. MCCARTHY (Dublin), M. L. MEYER-RABBA (Brême), MMmes E. PETITHUGUENIN (Pontarlier) et M. REVETS-VAN LOKEREN (Institut danois, Bruxelles), MM. A. TATTI (Rome) et K. ZWAGA (Alkmaar).

Les tableaux et graphiques ont été réalisés par Mlle N. NICOLAS.

# Les partis politiques en Europe (II)

## AUTRICHE

La vie politique autrichienne est dominée par le bipartisme. Les deux grands partis qui dominent la scène politique se rattachent aux courants socialiste et chrétien-social.

**Parti socialiste autrichien** (Sozialistische Partei Oesterreichs - S.P.Oe.).

On peut comparer le S.P.Oe. au S.P.D. allemand. Le parti socialiste est, en effet, nettement réformiste et gestionnaire. De parti strictement ouvrier, il est devenu « le parti de tous les travailleurs » et gagne dans les villes où le secteur tertiaire se développe. Le S.P.Oe. compte 700.000 membres répartis dans les organisations locales, d'arrondissement et provinciales. La force de ce parti réside donc dans ses membres, et à cet égard, c'est un des plus importants de l'Internationale Socialiste. Le renouvellement idéologique amorcé depuis 1958, qui modifie son image de marque et le rend plus dynamique, lui attire les suffrages d'une partie des jeunes. Le S.P.Oe. s'appuie surtout sur les ouvriers et les employés autrichiens et il opère en collaboration étroite avec la Confédération des Syndicats autrichiens (1,5 millions d'affiliés), dont les plus hauts fonctionnaires sont des socialistes. Enfin, la vie politique s'étant déconfessionnalisée, la neutralité de l'Eglise a « libéré » le vote des catholiques. Depuis 1970, le S.P.Oe. est majoritaire et constitue le gouvernement fédéral.

**Parti populiste autrichien** (Oesterreichische Volkspartei - Oe.V.P.).

Le parti populiste est, au point de vue doctrinal, proche des démocraties chrétiennes des autres pays d'Europe occidentale. Il faut insister sur son caractère fondamentalement anti-marxiste. Son organisation fondée sur les groupements professionnels en fait un parti peu centralisé. Conformément à la structure territoriale de l'Autriche, le parti comprend des organisations provinciales, des organisations d'arrondissement et des organisations communales. Il s'efforce d'harmoniser les intérêts des différents groupes sociaux et rassemble plusieurs ligues d'ouvriers, d'employés, d'agriculteurs et d'entrepreneurs. Depuis 1971, le Volkspartei se trouve dans l'opposition.

**Parti libéral autrichien** (Freiheitliche Partei Oesterreichs - F.P.Oe.).

Le parti libéral est conservateur et anti-marxiste. Il veut « présenter un profil à la fois progressiste et anti-collectiviste et s'adresser au citoyen travailleur qui est prêt à payer de sa personne pour défendre la liberté et qui ne sacrifie pas ses objectifs personnels à une fausse sécurité collective ».

**Parti communiste autrichien** (Kommunistische Partei Oesterreichs - K.P.Oe.).

Du fait de l'occupation soviétique après la guerre et de la neutralité autrichienne, le parti communiste ne s'est jamais sérieusement implanté. Il n'est pas représenté au Parlement.

## GRECE

Jusqu'en 1967, le système politique grec était celui d'une monarchie parlementaire (comme en Grande-Bretagne). Mais à partir du 21 avril 1967, la vie politique normale fut interrompue pendant sept ans par la dictature des colonels. Après leur chute (juillet 1974), Constantin Karamanlis proposa en 1975 un référendum pour le rétablissement de la république ; il obtint une majorité de 70 % des voix.

Des partis politiques qui existaient depuis longtemps, ainsi que des formations nouvelles qui sont nées pendant la résistance à la dictature, se sont présentés aux élections législatives de 1974.

### I. LA NOUVELLE DEMOCRATIE (ND)

Ce parti résulte de l'évolution de l'ancien parti conservateur de Grèce, qui portait le nom de ERE (Union Nationale Radicale) et qui avait C. Karamanlis pour chef. Après la dictature, il prit le nom de « Nouvelle Démocratie », parce que la position politique du parti, jusqu'alors résolument de droite, se rapprochait du Centre-Droit (il ressemble à la Démocratie Chrétienne). Son idéologie consiste à l'opposition à toutes les positions extrémistes. La liberté économique doit, selon lui, aller de pair avec la liberté politique. Quant à la politique des revenus, il recherche une plus large répartition de la richesse en faveur des classes populaires. En politique extérieure, il défend l'indépendance nationale, la sécurité du territoire et l'entrée de la Grèce dans la Communauté Européenne ; il croit que l'Union de l'Europe contribuera à la protection des valeurs morales du monde occidental et, tout particulièrement, à la sauvegarde des principes démocratiques.

Enfin, la Nouvelle Démocratie cherche l'amitié avec les Etats balkaniques.

Son président est M. Constantin Karamanlis.

### II. UNION DEMOCRATIQUE DU CENTRE (EDHK)

Ce parti politique provient de l'ancien parti libéral (1910), qui a été plusieurs fois au gouvernement et jusqu'en 1964 avec Georges Papandreou comme Premier Ministre (54 % des voix). Un profond désaccord entre lui et le roi Constantin entraîna la démission du Gouvernement. A l'initiative du roi, plusieurs gouvernements se succédèrent jusqu'au coup d'Etat des colonels. Les opinions politiques de l'Union Démocratique du Centre correspondent à celles des partis sociaux-démocrates européens : des réformes sociales en matière de santé, d'éducation, de logement et d'assurances sociales et l'auto-gestion des grands monopoles. En politique extérieure, ce parti défend une politique indépendante et l'entrée de la Grèce dans la Communauté Européenne, mais dans des conditions qui sauvegarderont les intérêts du peuple grec.

Son président est M. Georges Mavros.

### III. MOUVEMENT PANHELLENIQUE SOCIALISTE (PASOK)

Le PASOK a été fondé en septembre 1974 par le Mouvement Panhellénique de Libération (Organisation de résistance contre la dictature) et par d'autres partis socialistes indépendants de la résistance. D'orientation marxiste non dogmatique, il demande l'indépendance nationale, la souveraineté populaire et la libération sociale selon une procédure démocratique. Il est contre l'OTAN et contre l'entrée dans la Communauté Européenne, parce qu'il croit que le peuple grec doit être libre de décider seul dans les domaines économique, politique et culturel.

Son président est M. André Papandreou.

### IV. PARTI COMMUNISTE GREC (KKE)

Fondé en 1918 comme parti Socialiste des Travailleurs de Grèce, il prit le nom de KKE en 1922. Il suit les principes du marxisme-léninisme internationaliste prolétaire. Depuis sa création, il s'est trouvé presque toujours dans une situation d'illégalité et ce n'est qu'en juillet 1974, qu'il est devenu légal. Bientôt il tiendra son Xe congrès, le premier dans des conditions légales.

Son secrétaire général est M. Charilaos Florakis.

### V. PARTI COMMUNISTE GREC DE L'INTERIEUR (KKE-ES)

En février 1968, lors de la 12<sup>e</sup> assemblée du parti communiste grec, quelques membres se sont retirés et ils ont formé le « Parti communiste grec de l'intérieur ». Sa ligne est à peu près la même que celle des partis communistes d'Italie et d'Espagne. L'année dernière, il a tenu son premier congrès.

Son secrétaire général est M. Charalombos Drakopoulos.

### VI. UNION DEMOCRATIQUE DE GAUCHE (EDA)

Ce parti a joui d'une existence légale pendant toute la période où le parti communiste était interdit. En 1958, il a obtenu 80 sièges. Son programme : une large démocratie de gauche.

Son président est M. Elie Hlou.

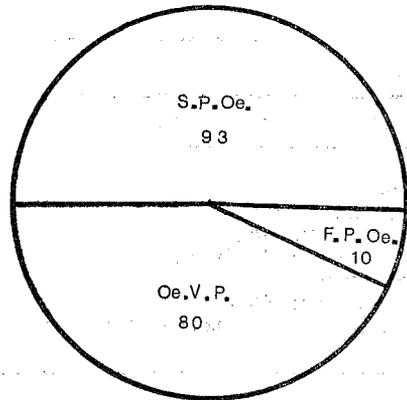
## NORVEGE

Le clivage entre les partis socialistes et non socialistes a été la principale caractéristique de la politique norvégienne depuis les années soixante. Les gouvernements travaillistes ou non socialistes se sont relayés au pouvoir. Lors du référendum de l'automne 1972, les Norvégiens se prononcèrent contre l'adhésion au Marché Commun en dépit du fait que le gouvernement travailliste et de nombreux partis non socialistes l'avaient recommandée. Le gouvernement travailliste démissionna et un gouvernement minoritaire non socialiste négocia un accord de

## AUTRICHE

### Composition du Nationalrat (Conseil National)

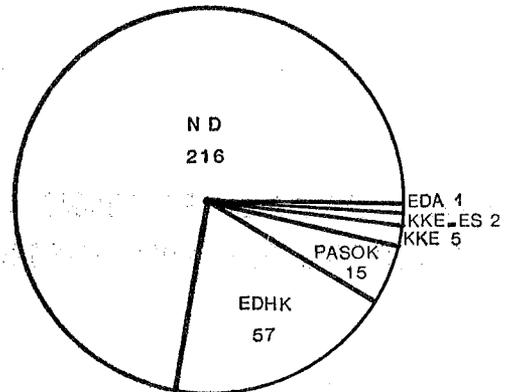
PARTIS	SIEGES
Parti socialiste (S.P.Oe.)	93
Parti populiste (Oe.V.P.)	80
Parti libéral (F.P.Oe.)	10



## GRECE

### Composition du Parlement

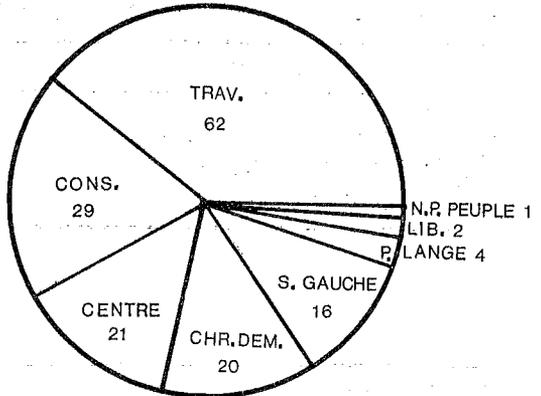
PARTIS	SIEGES
Nouvelle Démocratie (ND)	216
Union Démocratique du Centre (EDHK)	57
Mouvement Panhellénique Socialiste (PASOK)	15
Parti Communiste Grec (KKE)	5
Parti Communiste Grec de l'Intérieur (KKE-ES)	2
Union Démocratique de Gauche (EDA)	1



## NORVEGE

### Composition du Storting (Grande Assemblée)

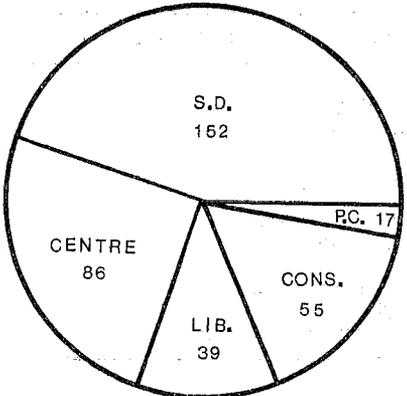
PARTIS	SIEGES
Parti travailliste	62
Parti conservateur	29
Parti du Centre (Agrarien)	21
Parti chrétien démocrate	20
Parti socialiste de gauche	16
Parti de M. Anders Lange	4
Parti libéral	2
Nouveau parti du peuple	1



## SUEDE

### Composition du Riksdag (Assemblée du Royaume)

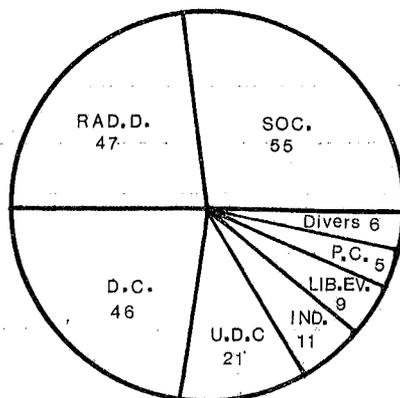
PARTIS	SIEGES
Parti social-démocrate (S.D.)	152
Parti du Centre	86
Parti conservateur	55
Parti libéral	39
Parti communiste (P.C.)	17



## SUISSE

### Composition du Conseil National

PARTIS	SIEGES
Parti socialiste	55
Parti radical démocrate	47
Parti démocrate chrétien	46
Union démocratique du Centre	21
Parti indépendant	11
Parti libéral et évangélique	9
Parti du travail - parti socialiste autonome (P.C.)	5
Divers	6

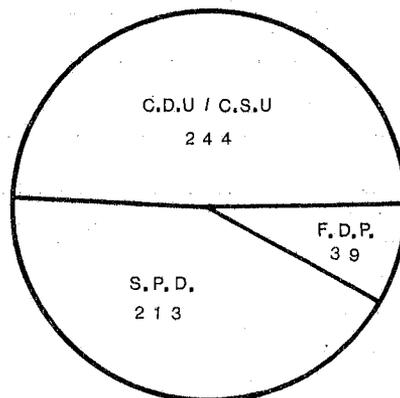


## MISE A JOUR DE LA FICHE « LES PARTIS POLITIQUES EN EUROPE (I) » (19/1, JUILLET-SEPTEMBRE 1976)

### REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

#### Composition du Bundestag

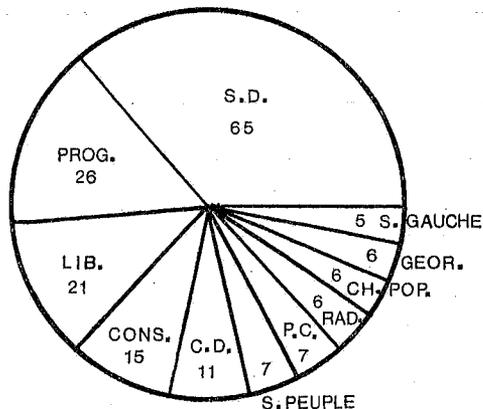
PARTIS	SIEGES
Parti chrétien démocrate (C.D.U.) et parti chrétien social (C.S.U.)	244
Parti social-démocrate (S.P.D.)	213
Parti libéral (F.D.P.)	39



### DANEMARK

#### Composition du Folketing (Assemblée du peuple)

PARTIS	SIEGES
Parti social-démocrate	65
Parti du progrès	26
Parti libéral	21
Parti conservateur	15
Parti du Centre démocrate	11
Parti socialiste du peuple	7
Parti communiste	7
Parti radical	6
Parti chrétien populaire	6
Parti géorgiste	6
Parti de la gauche socialiste	5



libre échange avec les Communautés européennes. Aux élections de 1973, les partis socialistes obtinrent une majorité d'une seule voix au Parlement. Soutenu par les socialistes de gauche, le parti travailliste forma un gouvernement minoritaire qui est au pouvoir depuis lors. Les résultats des élections de 1973 ont montré, chez presque tous les partis établis, un net recul alors que les nouveaux partis de droite et de gauche obtenaient des sièges au Parlement. Plus tard, lors d'élections locales, les gagnants de 1973 ont fortement régressé et les partis traditionnels ont regagné leur influence. D'un côté, nous avons les sociaux-démocrates ou le parti travailliste, et de l'autre, les partis non socialistes, fractionnés en petits partis. Après une victoire aux élections, ces partis ont été capables de coopérer et de former un gouvernement de coalition. Le plus grand de ces petits partis est le parti conservateur. Les partis qui s'appuient sur le libéralisme ou sur l'idéologie libérale-religieuse ainsi que ceux qui s'intéressent plus particulièrement aux problèmes agricoles ou aux intérêts de la pêche, sont plus petits.

## SUEDE

On retrouve en Suède la classique division des partis politiques : conservateurs, libéraux et socialistes. On peut y ajouter un quatrième, le parti « agrarien », qui a gagné de plus en plus de voix pendant ces dix dernières années. Avec les paysans, les artisans et les petites entreprises ont été défendus par ce parti qui, dans de nombreuses circonscriptions, a pris le pas sur les conservateurs et les libéraux. Pour bien montrer la nouvelle tendance du parti, il a été rebaptisé parti du centre. Il est devenu le parti le plus important des partis non socialistes.

De 1932 à 1976, les sociaux-démocrates ont été au pouvoir, sauf lors d'une courte période pendant l'été 1936. Ils ont dominé la vie politique suédoise. Les trois partis non socialistes (le parti conservateur, le parti libéral et le parti du centre) n'ont jamais réussi à avoir un premier ministre issu de leurs rangs pendant ces années. Après 44 ans de politique sociale-démocrate, les partis non socialistes ont gagné les élections de septembre 1976. Une coalition tripartite conduite par le président du parti du centre, Thorbjörn Fälldin, est arrivée au pouvoir. Les sociaux-démocrates estiment que leur échec est dû surtout à leur politique concernant le développement de centrales nucléaires. Les partis non socialistes pensent qu'un certain nombre d'incidents ou d'« affaires », comme celles des impôts d'Astrid Lindgren et d'Ingmar Bergman, ont décidé des élections. De nombreux électeurs ont jugé que les sociaux-démocrates étaient devenus trop autocratiques et que le temps était venu de changer de gouvernement. Une chose semble certaine pour le nouveau gouvernement : il ne changera rien au système social suédois qui bénéficie de l'appui de tous les partis politiques.

### I. - Les grands partis (conservateurs, libéraux, membres du parti du centre et socialistes)

Les structures de ces partis ont des caractéristiques communes, quelle que soit leur idéologie. A peu près tous sont des formations de masse fortement organisées, tout spécialement au niveau local, ce qui leur donne une grande stabilité. Au sommet d'une structure pyramidale, un comité exécutif exerce le pouvoir réel. Cependant le rôle des comités locaux n'en est pas moins important car les partis dépendent des activités et des contributions de leurs membres. Tous les partis obtiennent un soutien considérable du Parlement et des communautés locales. La presse est également subventionnée par l'Etat. Ces activités sont multiples et assurent la publicité des partis. Ainsi les partis essaient constamment d'augmenter le nombre de leurs adhérents. Les syndicats, les foyers de travailleurs, les associations de femmes, de jeunes et d'étudiants sont rattachés aux différents partis. Les syndicats ont des rapports étroits avec les sociaux-démocrates et contribuent pour une bonne part au financement du parti. De nombreux syndicats affilient leurs adhérents au parti social-démocrate, ce qui est particulièrement critiqué par les autres partis. Si ce développement fortement horizontal permet une direction et une propagande efficaces, il facilite aussi l'organisation d'activités culturelles. L'éducation civique, politique et sociale est encouragée par les partis politiques qui créent des groupes d'études, des écoles supérieures populaires (folk highschools) et des centres de formation pour leurs propres dirigeants. Il faut cependant observer que les partis libéral et conservateur sont moins structurés que le parti socialiste. Quant au parti du centre, il est soutenu par l'organisation des coopératives paysannes et il est le parti le mieux organisé des partis non socialistes.

On retrouve dans l'évolution des grands partis certaines similitudes. En effet, les sociaux-démocrates, le parti du centre, les libéraux et les conservateurs ont progressivement modéré la primauté de l'idéologie ; ils essaient de présenter les mêmes thèmes mais en en modulant l'importance. Poussés par la nécessité de former des gouvernements de coalition, tous les partis sont disposés à accepter des compromis. Ceci est particulièrement vrai pour les partis conservateur, libéral et du centre, qui essaient de coopérer pour contre-balancer les sociaux-démocrates.

### II. - Les petits partis

En Suède, il n'existe pas de partis représentant des minorités nationales ou confessionnelles. Un parti confessionnel a vainement essayé de gagner quelques sièges au Parlement à l'occasion des dernières élections. Les problèmes religieux jouent un très petit rôle dans la politique suédoise.

Les sociaux-démocrates ont réussi à priver les communistes de toute influence réelle. Pour avoir un siège au Parlement, un parti doit obtenir au minimum 4 % des voix, et lors des dernières élections, les communistes ont juste réussi à franchir cette limite. Les communistes suédois ont adopté les règles d'une société démocratique.

## SUISSE

Le trait fondamental de la vie politique suisse est certainement sa forte localisation. Les cantons ont des caractéristiques individuelles et des spécificités qui rendent toute généralisation incertaine. Si les différences linguistiques peuvent être tenues pour négligeables dans l'étude des partis politiques, les différences confessionnelles ont une certaine importance. D'autre part, les partis politiques sont inégalement représentés sur tout le territoire ; certains cantons peuvent être dominés principalement par un parti, et certains partis peuvent n'être implantés que dans quelques cantons.

1) **Le parti radical démocrate** est le seul à être représenté dans tous les gouvernements cantonaux. Il est aventureux de le désigner comme le parti de la bourgeoisie urbaine non catholique, car son audience et son support sociologique varient suivant les cantons. Il se définissait originellement comme l'équivalent des partis libéraux radicaux dans les autres pays européens, c'est-à-dire comme le défenseur de la libre entreprise, anticlérical et nationaliste. Il recrute ses membres dans toutes les couches de la population : intellectuels, professions libérales, fonctionnaires, personnel ouvrier, agriculteurs.

2) **Le parti démocrate chrétien** se veut représentatif des chrétiens catholiques. Toutefois, son avenir peut paraître incertain, en tant que parti seulement confessionnel. Le parti démocrate chrétien est très attaché à la défense des intérêts des cantons et son action se développe premièrement à ce niveau. Il trouve audience dans les professions libérales, la fonction publique et, dans certaines régions, dans les milieux agricoles.

### 3) **Le parti socialiste**

Contrairement aux autres partis, l'organisation du parti socialiste au niveau fédéral est beaucoup plus importante que sur le plan local. Son programme revendique la redistribution des richesses et défend le principe de l'amélioration des garanties sociales accordées aux travailleurs. Ses positions sont nuancées en fonction des situations et des problèmes rencontrés.

Il n'existe aucun lien organique entre le parti et les syndicats ; cependant, ils se considèrent comme des alliés naturels.

4) **L'Union démocratique du Centre** (ancien P.A.B. - Paysans, Artisans, Bourgeois).

L'U.D.C. est une ramification du parti radical, orienté plus à droite. Sa clientèle électorale dépasse les agriculteurs pour s'étendre aux fonctionnaires et aux classes moyennes conservatrices, protestantes et protectionnistes. Il est surtout implanté dans certaines régions de la Suisse alémanique.

### 5) **Indépendants**

Ce parti, étroitement lié à une grande organisation de vente, à succursales multiples, a des points de ressemblance avec le Poujadisme. Il constitue à peu près la seule opposition structurée, au niveau fédéral. A l'origine, simple organisation de défense des consommateurs, il s'est constitué en parti et cristallise dans divers milieux des oppositions diverses et variables selon les problèmes posés.

6) **Le parti libéral** représente la haute bourgeoisie protestante. On peut le considérer comme l'aile droite des radicaux. Implanté dans 3 cantons de la Suisse française, il a en quelque sorte un équivalent dans le petit « parti évangélique » en Suisse orientale. Tous deux constituent l'un des « groupes » des chambres fédérales.

### 7) **Le parti du travail** (communiste)

Ce parti est divisé en plusieurs chapelles très opposées.

### 8) **L'extrême droite**

L'Action nationale et le parti Républicain libéral d'inspiration xénophobe cherchent à obtenir la réduction du nombre des étrangers et le maintien d'un certain traditionalisme helvétique. C'est l'élément marquant de leur programme.

### 9) **Divers.**

Le texte de cette fiche est basé sur l'article de MM. J.F. CHAUVÉAU et P. DUTAC, « Les partis politiques en Europe occidentale », paru dans le n° 5 de DOCUMENTS POUR L'ENSEIGNEMENT (février 1973).

Des éclaircissements, des compléments et des modifications indispensables y ont été apportés par M. R. HAMMARSTRÖM (Upsala), Mme S. MAVROULIA (Athènes), MM. S. MOSER (Bournens) et N. RAFTOPOULOS (Athènes).

Les tableaux et graphiques ont été réalisés par Mlle N. NICOLAS.